

Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre

Convention collective de travail du 10 décembre 2009 instituant un Fonds social et de garantie en communautés française et germanophone et en fixant les statuts.

Titre 1 : Institution

Article 1 : En application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence, la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre institue un Fonds de sécurité d'existence dont les statuts sont fixés ci-après.

Article 2

La présente convention s'applique aux employeurs et aux ouvriers et ouvrières, dénommés ci-après « ouvriers », des institutions ressortissant à la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre, dont le siège social est situé en région wallonne et en région de Bruxelles-Capitale et qui sont inscrites auprès de l'Office national de Sécurité Sociale au rôle francophone.

Article 3

La présente convention entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis de six mois, à notifier par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre.

Titre 2 : Statuts

Chapitre I : Dénomination, siège social et compétence « *ratione loco* »

Article 1. Le 1^{er} janvier 2010, il est institué un Fonds de sécurité d'existence dénommé « Fonds Social et de Garantie pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre en communautés française et germanophone ».

Article 2 : Le siège social du Fonds est établi 100 Avenue Mounier, 1200 Bruxelles.

Article 3 : Le Fonds exerce ses activités au profit des ouvriers travaillant pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre dont le siège social est situé en région wallonne et en région de Bruxelles-Capitale et qui sont inscrites auprès de l'Office national de Sécurité Sociale au rôle francophone.

Chapitre II : Objet

Article 4 : Le Fonds a pour objet :

- 1° de percevoir les cotisations nécessaires à son fonctionnement
- 2° d'octroyer les avantages sociaux complémentaires aux ouvriers de l'enseignement libre
- 3° d'assurer la liquidation de ces avantages
- 4° d'assurer le financement des initiatives en matière d'emploi et de formation des groupes à risques comme prévu par le chapitre II de l'Arrêté royal du 27 janvier 1997 contenant des mesures pour la promotion de l'emploi en application de l'article 7 § 2 de la loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité. Dans le cadre de la CCT relative aux mesures en faveur de l'emploi et de la formation des groupes à risques conclue le 22 avril 1998 au sein de la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre, le Fonds a notamment pour mission de recevoir, de gérer et d'affecter aux objectifs en vue desquels elles sont destinées les cotisations perçues à cet effet par l'Office national de la sécurité sociale (ONSS).

Chapitre III : Octroi et liquidation d'avantages sociaux complémentaire

Article 5 : Les ouvriers visés à l'article 3 du titre II ont droit à des avantages sociaux complémentaires à charge du Fonds, dont

- la nature,
- le montant,
- les conditions d'octroi
- et les modalités de liquidation

sont fixés par une convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre et rendue obligatoire par arrêté royal.

Article 6 : En aucun cas, la liquidation des avantages sociaux complémentaires ne peut être subordonnée au versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent.

Chapitre IV : Gestion

Article 7 : Le Fonds est géré par un conseil d'administration, composé paritairement de délégués des employeurs et des travailleurs, représentés en Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre.

Ce conseil est composé de six membres, dont trois représentent les employeurs et trois représentent les travailleurs.

Au moins 4 membres du conseil d'administration sont désignés par la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre parmi les membres effectifs ou suppléants de cette commission appartenant au rôle linguistique francophone, dont deux parmi les représentants des travailleurs et deux parmi les représentants des employeurs. Leur mandat s'achève lorsqu'ils cessent d'être membre de la Commission paritaire. Dans ce cas, ils sont remplacés par un membre de la Commission paritaire appartenant au même groupe et au même rôle linguistique que le membre dont le mandat a pris fin.

Les représentants des employeurs et les représentants des travailleurs, chacun pour ce qui les concerne, choisissent librement le 3^{ème} membre de leur délégation. La durée du mandat est de quatre ans, renouvelable.

Le mandat prend fin par l'arrivée du terme, en cas de décès ou de démission, ou lorsque le groupe qui les a désigné le leur retire.

Article 8 : Le conseil d'administration désigne en son sein le président, parmi la délégation des employeurs.

Article 9 : Le conseil d'Administration désigne en son sein un secrétaire, parmi la délégation des représentants des travailleurs.

Article 10 : Le conseil d'Administration se réunit sur convocation du président.

Le président est tenu de convoquer le conseil au moins deux fois par an, ou lorsque deux membres du conseil en font la demande.

Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire et signé par la personne qui a présidé la séance. Ils sont transmis avec la convocation à la réunion suivante.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers, et pour autant que la majorité soit atteinte dans chaque groupe.

Pour que le vote soit valable, quatre membres au moins, dont la moitié représente les employeurs et l'autre moitié représente les travailleurs, doivent être présents.

En cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Le vote ne peut porter que sur les points figurant à l'ordre du jour.

Article 11 : Le conseil d'administration a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toute les mesures nécessaires à son bon fonctionnement. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds. Le conseil d'administration est représenté dans toutes ses actions et este en justice par le Président ou l'administrateur délégué désigné à cet effet.

Les administrateurs sont seulement responsables de l'exécution de leur mandat.

Ils ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du Fonds.

Article 12 : Le conseil d'administration peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs de ses membres, ou même à des tiers.

Article 13 : Les frais d'administration du Fonds sont fixés annuellement par le conseil d'administration.

Chapitre V : Financement

Article 14 : Le financement du Fonds est assuré conformément à la convention collective de travail du 10 décembre 2009 relative au financement du Fonds social et de garantie en communautés française et germanophone.

Chapitre VI : Bilan et comptes

Article 15 : L'exercice prend cours le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre de la même année.

Article 16 : Chaque année, à la date du 31 décembre, le bilan et les comptes de l'exercice écoulé sont clôturés. Le bilan et les comptes doivent être clairement définis sur le plan de la comptabilité.

Chapitre VII : Contrôle

Article 17 : Chaque année, le conseil d'administration ainsi que la personne désignée par la Commission paritaire conformément à l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 comme réviseur ou expert comptable, établissent chacun un rapport écrit sur l'exécution de leur mission au cours de l'année écoulée.

Le bilan et les rapports écrits doivent être soumis à l'approbation de la Commission paritaire au plus tard dans le courant du mois de juin.

Chapitre VIII : Dissolution et liquidation

Article 18 : La dissolution du Fonds est prononcée par la Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre. La Commission décide de la destination des biens et valeurs du Fonds après acquittement du passif en donnant à ces biens et valeurs une affectation conforme à l'objet en vue duquel le Fonds a été créé. La Commission paritaire pour les institutions subsidiées de l'enseignement libre désigne comme liquidateurs les membres du conseil d'administration visés à l'article 7 alinéa 3.

PARITAIR COMITE VOOR DE GESUBSIDIEERDE INRICHTINGEN VAN HET VRIJ ONDERWIJS

Collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2009 tot invoering van een Waarborg- en Sociaal Fonds in de Franse en Duitstalige Gemeenschap en tot vaststelling van de statuten ervan.

Titel 1 : Invoering

Artikel 1 : In toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid voert het Paritair Comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs een Fonds voor de bestaanszekerheid in, waarvan de statuten hierna worden bepaald.

Artikel 2

Deze overeenkomst is van toepassing op de werkgevers en de arbeiders en arbeidsters, hierna « arbeiders » genoemd van de instellingen die onder de bevoegdheid vallen van het Paritair Comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs, waarvan het hoofdkantoor is gevestigd in het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die zijn ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op de Franstalige rol.

Artikel 3

Deze overeenkomst treedt in werking op 1 januari 2010 en wordt gesloten voor onbepaalde duur. Ze kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegtermijn van zes maanden die bij een ter post aangetekend schrijven worden betekend en wordt gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs.

Titel 2 : Statuten

Hoofdstuk I : Benaming, hoofdzetel en bevoegdheid « *ratione loco* »

Artikel 1. Op 1 januari 2010 wordt een Fonds voor Bestaanszekerheid, genoemd « Waarborg- en Sociaal Fonds voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs » ingevoerd in de Franse en Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 2 : De hoofdzetel van het Fonds is gevestigd aan de Mounierlaan 100 te 1200 Brussel.

Artikel 3 : Het Fonds oefent zijn activiteiten uit ten bate van de arbeiders die werken voor de instellingen voor vrij onderwijs waarvan het hoofdkantoor is gevestigd in het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en die zijn ingeschreven bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid op de Franstalige rol.

Hoofdstuk II : Doel

Artikel 4 : Het Fonds heeft tot doel:

- 1° de bijdragen te innen die noodzakelijk zijn voor de werking ervan
- 2° bijkomende sociale voordelen toe te kennen aan de arbeiders van het vrij onderwijs
- 3° de betaling van deze voordelen te waarborgen
- 4° de financiering te waarborgen van de initiatieven inzake werkgelegenheid en opleiding van risicogroepen zoals bepaald door hoofdstuk II van het Koninklijk Besluit van 27 januari 1997 dat maatregelen omvat ter bevordering van de werkgelegenheid in toepassing van artikel 7 § 2 van de wet van 26 juli 1996 tot bevordering van de werkgelegenheid en tot vrijwaring van het concurrentievermogen.

In het kader van de CAO betreffende de maatregelen ten gunste van de werkgelegenheid en de opleiding van risicogroepen die werd gesloten op 22 april 1998 binnen het Paritair Comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs bestaat de taak van het Fonds er meer bepaald in te ontvangen, te beheren en toe te wijzen aan de doelstellingen, waarvoor de

bedragen die hiertoe door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid (RSZ) werden geïnd, bestemd zijn.

Hoofdstuk III : Toekenning en betaling van bijkomende sociale voordelen

Artikel 5 : De arbeiders bedoeld in artikel 3 van Titel II hebben recht op bijkomende sociale voordelen ten laste van het fonds, waarvan

- de aard,
- het bedrag,
- de toekenningsvoorwaarden
- en de betalingsvoorwaarden

worden bepaald door een collectieve arbeidsovereenkomst die wordt gesloten binnen het Paritair Comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs en verbindend wordt gemaakt aan de hand van een koninklijk besluit.

Artikel 6 : De betaling van de bijkomende sociale voordelen mag in geen geval afhankelijk zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen die hij verschuldigd is.

Hoofdstuk IV : Beheer

Artikel 7 : Het Fonds wordt beheerd door een raad van bestuur die paritair is samengesteld uit afgevaardigden van werkgevers en werknemers die vertegenwoordigd zijn in het Paritair Comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs

Deze raad bestaat uit zes leden, van wie drie leden de werkgevers en drie leden de werknemers vertegenwoordigen.

Ten minste 4 leden van de raad van bestuur worden aangeduid door het Paritair Comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs onder de effectieve of plaatsvervangende leden van dit comité die deel uitmaken van de Franstalige taalrol, van wie twee leden onder de vertegenwoordigers van de werknemers en twee leden onder de vertegenwoordigers van de werkgevers. Hun mandaat loopt ten einde, wanneer ze geen lid meer zijn van het Paritair Comité. In

dat geval worden ze vervangen door een lid van het Paritair Comité dat behoort tot dezelfde groep en dezelfde taalrol als het lid wiens mandaat ten einde is gelopen.

De vertegenwoordigers van de werkgevers en de vertegenwoordigers van de werknemers kiezen, elk voor wat hen aanbelangt, vrij het derde lid van hun delegatie. De duur van het mandaat bedraagt vier jaar; deze termijn is vernieuwbaar.

Het mandaat loopt ten einde na vier jaar, in geval van overlijden of ontslag of wanneer de groep die het heeft toegekend, dit intrekt.

Artikel 8 : De raad van bestuur duidt in zijn schoot de voorzitter aan onder de leden van de vertegenwoordiging van de werkgevers.

Artikel 9 : De raad van bestuur duidt in zijn schoot een secretaris aan, onder de leden van de vertegenwoordiging van de werknemers.

Artikel 10 : De raad van bestuur vergadert op uitnodiging van de voorzitter.

De voorzitter moet ervoor zorgen dat de raad ten minste twee maal per jaar vergadert of wanneer twee leden van de raad een vergadering aanvragen.

Bij de uitnodigingen worden de agendapunten vermeld.

De notulen worden opgesteld door de secretaris en ondertekend door de persoon die de vergadering heeft voorgezeten. Ze worden bij de uitnodiging voor de volgende vergadering gevoegd.

De beslissingen worden genomen met een tweederde meerderheid en voor zover de meerderheid wordt bereikt in elke groep.

Opdat de stemming geldig is, moeten ten minste vier leden, van wie de helft de werkgevers en de andere helft de werknemers vertegenwoordigt, aanwezig zijn.



In geval van gelijkheid is de stem van de voorzitter beslissend.

De stemming kan alleen betrekking hebben op de agendapunten.

Artikel 11: De taak van de raad van bestuur bestaat erin het Fonds te beheren en alle maatregelen te nemen die noodzakelijk zijn voor de goede werking ervan. De raad beschikt over alle macht voor het beheer en het bestuur van het Fonds. De raad van bestuur is vertegenwoordigd in alle acties van de raad en treedt in rechte op door de Voorzitter of de afgevaardigd bestuur die hiertoe wordt aangeduid.

De bestuurders zijn uitsluitend verantwoordelijk voor de uitvoering van hun mandaat.

Ze nemen geen enkele persoonlijke verplichting op zich betreffende de engagementen van het Fonds.

Artikel 12: De raad van bestuur kan zijn gehele of gedeeltelijke bevoegdheid overdragen aan één of meerdere van zijn leden of zelfs aan derden.

Artikel 13: De kosten voor het bestuur van het Fonds worden jaarlijks bepaald door de raad van bestuur.

Hoofdstuk V : Financiering

Artikel 14: De financiering van het Fonds wordt gewaarborgd conform de collectieve arbeidsovereenkomst van 10 december 2009 betreffende de financiering van het Waarborg- en Sociaal Fonds in de Franse en Duitstalige Gemeenschap.

Hoofdstuk VI: Balans en rekeningen

Artikel 15: Het boekjaar gaat van start op 1 januari en eindigt op 31 december van hetzelfde jaar.

Artikel 16: Op 31 december van elk jaar worden de balans en de rekeningen van het afgelopen boekjaar afgesloten. De balans en de rekeningen moeten duidelijk zijn op boekhoudkundig vlak.

Hoofdstuk VII : Controle

Artikel 17: Elk jaar maken de raad van bestuur en de persoon die door het Paritair Comité conform artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 wordt aangeduid als revisor of boekhoudkundig expert, elk een schriftelijk verslag op van de uitvoering van hun taak in de loop van het afgelopen jaar.

De balans en de schriftelijke verslagen moeten uiterlijk in de loop van de maand juni ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Paritair Comité.

Hoofdstuk VIII : Ontbinding en afrekening

Artikel 18 : De beslissing om het Fonds te ontbinden wordt genomen door het Paritair Comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs. Het Comité neemt een beslissing over de bestemming van de goederen en de waarden van het Fonds na vereffening van de schulden door deze goederen en waarden een bestemming te geven die overeenstemt met de doelstelling, waarvoor het Fonds werd opgericht. Het Paritair Comité voor de gesubsidieerde instellingen van het vrij onderwijs duidt de leden van de raad van bestuur aan bedoeld in artikel 7, derde lid aan als vereffenaars.